



Appel à la grève le 9 octobre 2018

Après l'annonce des 4000 suppressions de postes à Pôle Emploi, le rapport Cap 2022 confirme la couleur sombre du devenir de notre établissement. Une orientation libérale claire qui touche l'ensemble de notre modèle social dans tous les domaines : santé, retraite, éducation, transport, formation, protection de l'enfance...

A pôle emploi :

- Un budget en baisse de 4,5 milliards d'euros pour le Ministère du travail d'ici 2022
- Une baisse de 3 à 4 milliards pour l'assurance chômage et une réforme très risquée pour les demandeurs d'emploi mais aussi pour le financement de notre institution. Le Medef relance l'idée de l'allocation forfaitaire financée par l'état et le transfert des cotisations salariales vers la CSG.
- Le 24 septembre, le ministère du travail confirme le nombre de 800 suppressions de postes à pôle emploi. Après les 1700 contrats aidés et 300 CDI en 2018, l'addition commence à être très salée et nous laisse craindre un nombre encore plus élevé dans un avenir très proche.

Si à cela nous ajoutons nos conditions de travail de plus en plus difficiles, l'augmentation permanente de notre charge de travail, et les projets de la direction qui s'empilent sans jamais améliorer notre qualité de vie au travail, il est grand temps de se mobiliser contre ces réformes qui menacent nos emplois et nos missions.

Toutes et tous en grève et dans les manifestations le 9 octobre

**pour exiger l'arrêt des suppressions de postes à pôle emploi
et l'arrêt du démantèlement du service public de l'emploi.**